

Les investissements récents des multinationales laitières en Afrique de l'Ouest : positionnement des organisations d'éleveurs

Journées Internationales sur le lait vecteur de
développement
Rabat, Mai 2017



Plan

- I. Contexte
- II. Stratégies des multinationales en AO
- III. Quel business social?
- IV. 6 fausses vérités
- V. La principale limite du modèle
- VI. Positionnement des organisations de producteurs

I Contexte

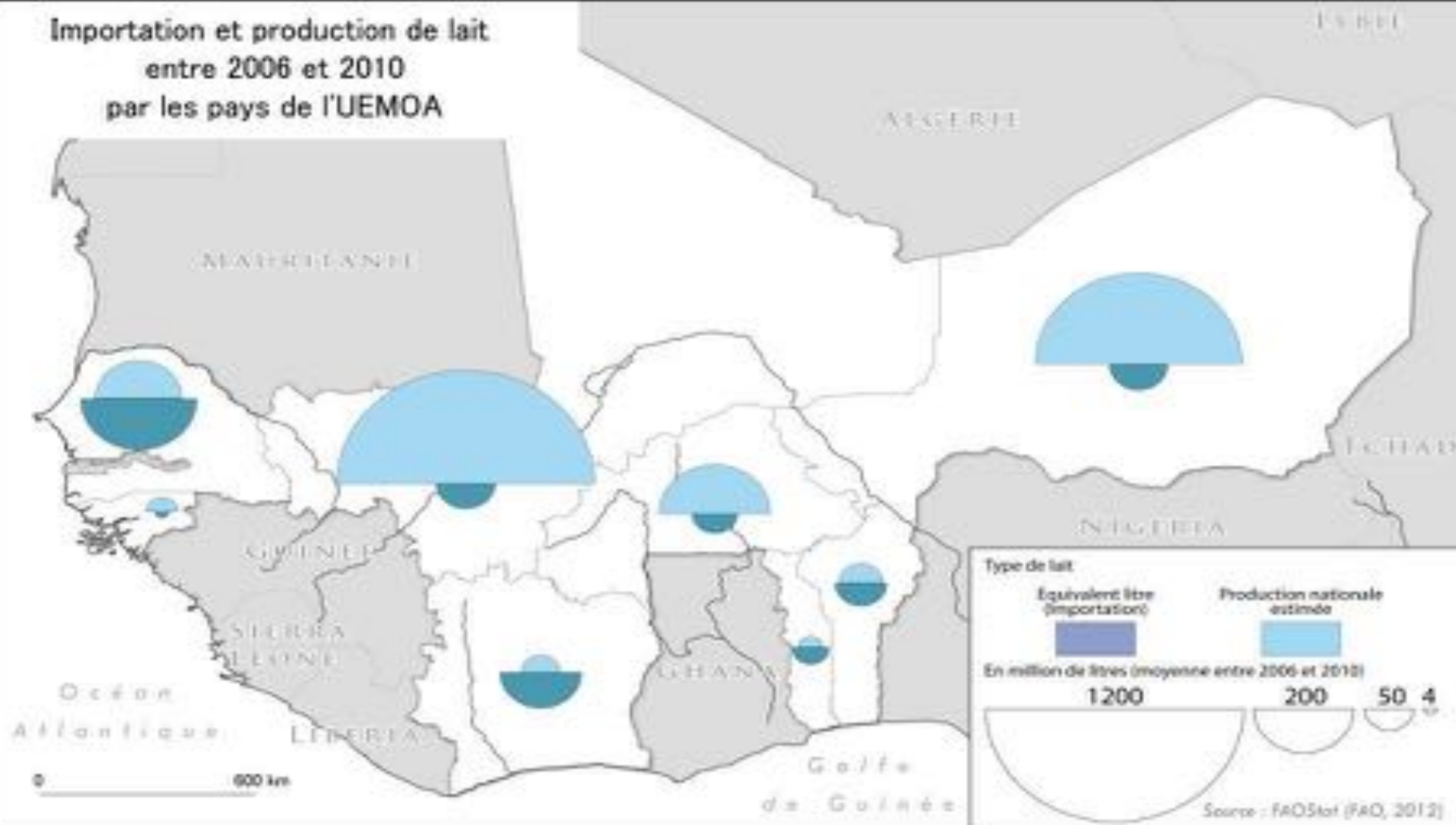
- Croissance démographique : +100 millions d'habitants dans les 15 prochaines années en CEDEAO
- Taux d'urbanisation élevé : en 2030 le nombre d'urbains sera supérieur à celui des ruraux (250 millions contre 150).
- Emergence d'une classe moyenne en milieu urbain: changement des modes de consommation (produits + gras + diversifié)

Démographie + urbanisation = marché porteur

II Stratégies des multinationales

- 1) Importation en vrac (TEC 5% eu lieu de 20%), reconditionnement en sachet et mise en marché de la poudre en joint venture (ARLA Foods/ Tolaram au Nigéria; Glambia/Satrec au);
- 2) Reconstitution, fabrication de produits frais et mise en marché en partenariat avec des laiteries locales : joint venture et vente de licence;
- 3) Collecte du lait local : partenariat avec les laiteries locales (Danone/LDB; SODIAL/Tiviski, Kirène, Eurolait; Lactalis/Mali Lait; FRIESLAND/WAMCO au Nigéria...)

Importation et production de lait en zone UEMOA



Malgré un cheptel laitier de 60 millions de bovins en Afrique de l' Ouest (AO), la poudre de lait importée pèse encore de 90 à 95% des approvisionnements des laiteries industrielles de la région.

Les laiteries ouest africaines qui collectent



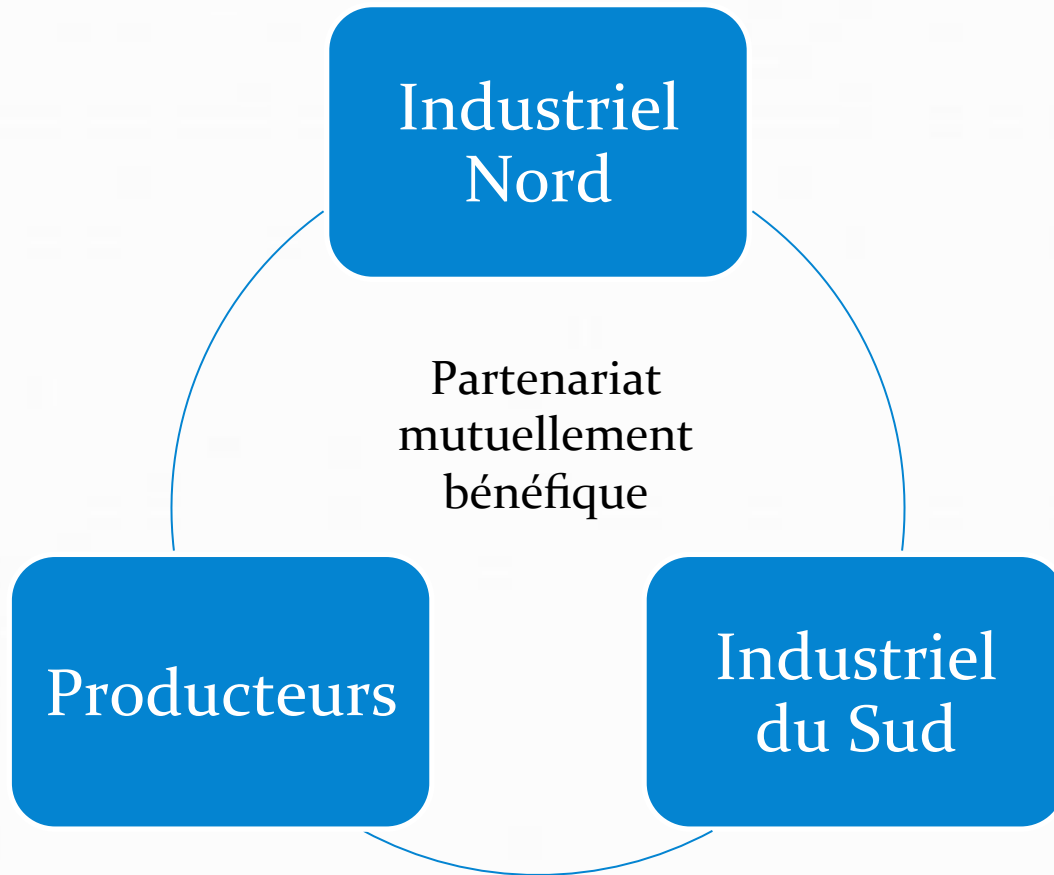
Dairy processing unit	Raw milk collection litres/day	Production litres of milk equivalent/day	Raw milk collection/ Production	Production capacity litres of milk equiv./day
Avec joint venture ou participation au capital d' une multinationale				
Mali-Lait / Lactalis (Mali)	2 000 - 4 000	30 000 - 35 000	6 - 13 %	60 000
Eurolait / Sodial (Mali)	500 - 2 000	20 000	3 - 10 %	20 000
Kirène/ Sodial (Senegal)	1 000 - 3 000	10 000	10 - 30 %	10 000
Laiterie du Berger/ Danone (Senegal)	1 000 - 4 000	7 000 - 8 000	13 - 57 %	15 000
Tiviski/ Sodial (Mauritania)	10 000 - 20 000	20 000	80 - 100 %	30 000
Sans Joint venture				
Fada N'Gourma (Burkina Faso)	500 - 800	500 - 800	90 - 100 %	3 000
NigerLait (Niger)	3 000 - 4 000	35 000	9 - 11 %	55 000
Solani (Niger)	500 - 5000	25 000	2 - 20 %	40 000

Modèles de collecte industrielle: une grande diversité de situation



Nom de l'industrie	Circuit de collecte	Propriété des équipements de collecte ?	Système de production	Contrat	Service	Qté max	Prix d'achat
Laiterie du Berger	Circuit avec camion (perspective d'ouverture d'un centre en brousse)	Industriel	Pastoral (90%) + 2 nouvelles fermes laitière en système irrigué	Non (pas de groupement)	Oui par la Laiterie (intrants, nutritionnel)	10 000 l/j	De 200 à 300 Fcfa en fonction de la distance
Kirène	Au quai (perspective d'ouverture d'un centre à Fatik en zone agro pastorale)	Industriel	Fermes + un centre à venir en zone agro pastorales	Non (fermiers)	Non	300l/j	?
Mali Lait	Au quai	Coopérative de fermiers de concession rurale	Fermes + 2 centres de collecte pastoraux	Non	?	10 000 l/j	400 Fcfa
Solani	Au quai En camion au niveau des centres de collecte	Union de groupement des producteurs	Systèmes agro-pastoraux et pastoraux	Oui (entre SOLANI – l'Union et les collecteurs)	Oui par l'Union des Producteurs	1 500 l/j	De 300 à 400 Fcfa selon les volumes
Tiviski	En camion au niveau des centres de collecte	Industriel	Systèmes agro-pastoraux et pastoraux	Non (mais groupements se chargent des services)	Oui par les groupements avec appui de Tiviski	45 000 l/j	Max 700 Fcfa

III Quel business social?



Un partenariat gagnant-gagnant

- Gouvernance légitime : négociation et transparence des prix d'achat (lait et aliment bétail) et répartition équitable de la valeur ajoutée
- Investissements structurants pour connecter les basins de production aux marchés
- Services aux éleveurs/accès intrants/innovation : augmentation de la productivité et allongement de la période de production
- Facilitation de l'accès des éleveurs aux services sociaux de base
- Suivi d'impact sur le statut social, le pouvoir économique et politique des femmes et la nutrition des enfants
- Négociation de mesures fiscales pour inciter les industriels à la collecte du lait

Des opportunités de partenariat

- 4 portes d'entrée commune aux organisations de producteurs et aux industriels:
 - Droits humains et business (UNGP): droits économiques et sociaux des éleveurs (concurrence loyale, revenus, emplois décents, sécurité alimentaire)
 - Politique de Responsabilité Sociale des Entreprises :
 - Beaucoup d'entreprises se dotent actuellement de charte de RSE;
 - Démembrement philanthropique (Danone Community)
 - Politique commerciale de développement durable
 - Activisme et capacités de plaidoyer des ONG du Nord et des organisations de producteurs du Sud auprès des instances politiques nationales et régionales

IV Les 6 fausses vérités

De nombreuses fausses vérités entravent le développement des collaborations entre acteurs de la filière en Afrique de l'Ouest. Ce sont là autant d'écueils qui, faute de dialogue, bloquent de nombreuses initiatives locales tant de la part des industriels qui cherchent à diversifier leur approvisionnement et leur gamme de produit que des producteurs qui cherchent à sécuriser leur accès à l'aliment bétail en fixant le noyau laitier de leur troupeau.

« Les éleveurs sont trop opportunistes et mobiles pour s'engager durablement dans la production laitière »



Faux: De plus en plus d'éleveurs cherchent à sécuriser l'alimentation de leur troupeau en fixant le noyau laitier près d'un centre de collecte.

« Les laiteries industrielles profitent de la concurrence des importations de poudre pour mal payer le lait local »

Prix ouest africain moyen collecté à la ferme : 0,40€/l

< Prix ouest africain moyen en vente directe : 0,75 €/l

> Prix mondial moyen collecté à la ferme : 0,30 €/l

>> Prix ouest africain moyen poudre reconstituée: 0,25 €/l

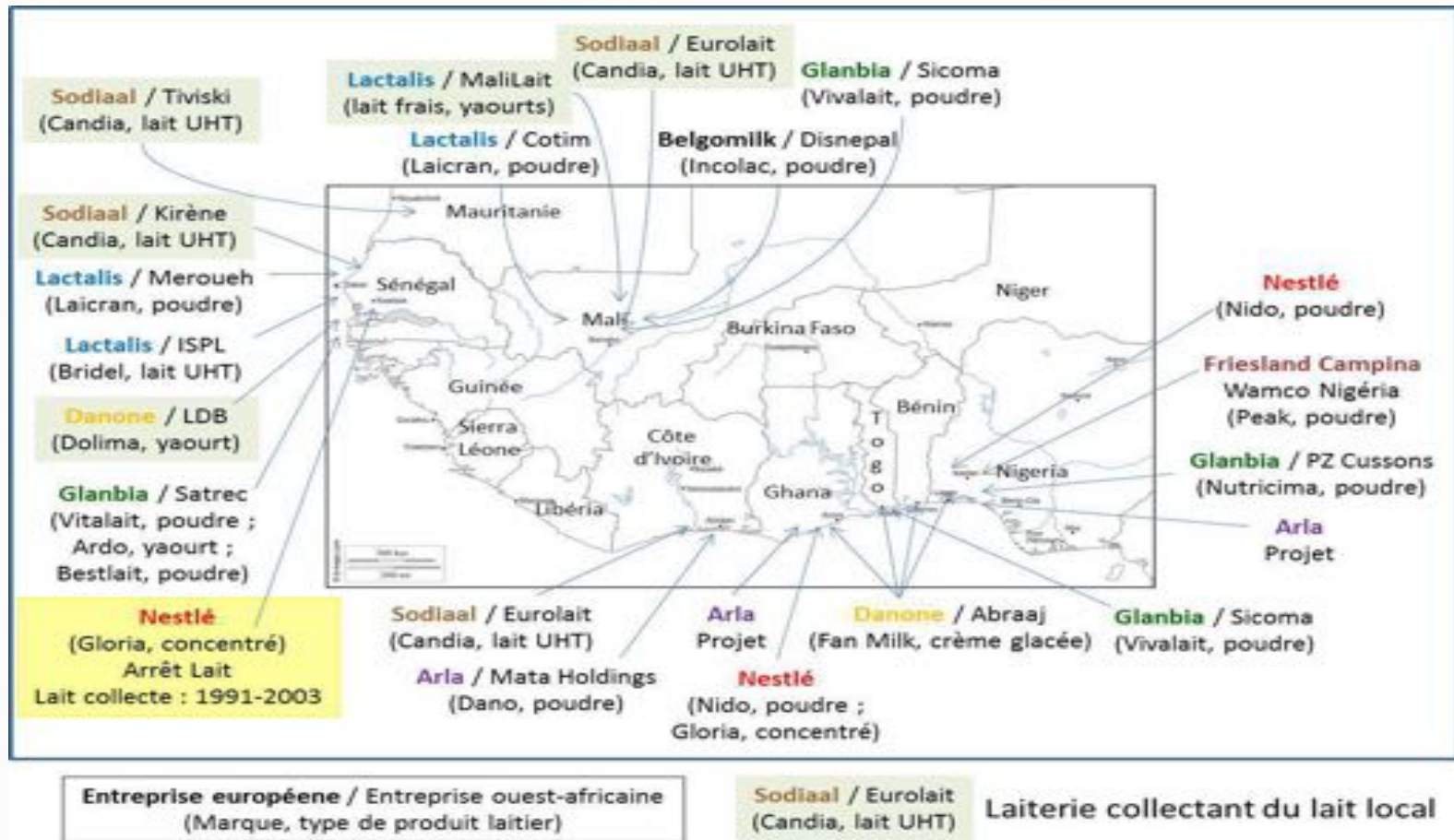
En réalité

Laiteries	Pays	2013	2014	2015	Moyenne	Total
Solani	Niger	37%	7%	25%	23%	183%
Mali Lait	Mali	56%	30%	19%	35%	241%
Laiterie du Berger	Sénégal	38%	55%	15%	36%	246%

% de variation de la quantité de lait collecté de 2013 à 2015
par 3 laiteries industrielles ouest africaines

Faux : De plus en plus d' industriels sont prêts à payer le lait local plus cher que la poudre pour sécuriser leur approvisionnement et diversifier leur gamme de produit.

«La production locale est trop insignifiante pour offrir une alternative à la stratégie 100% poudre des européens»



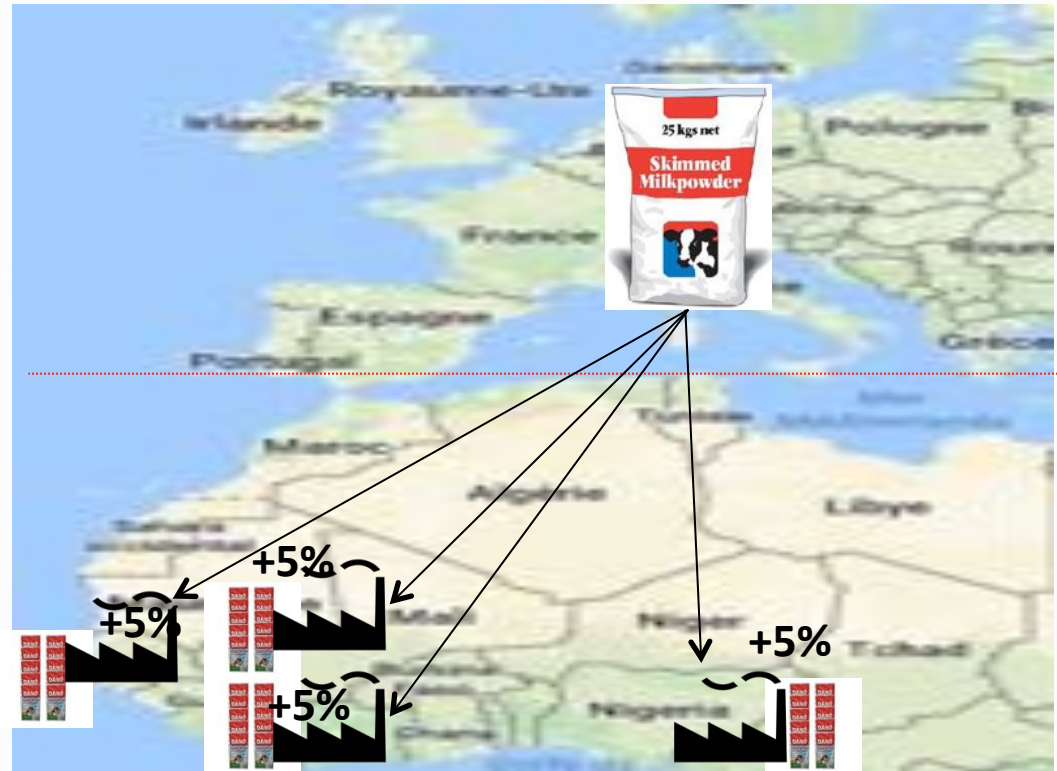
Faux: De plus en plus de laiterie européennes apprécient communiquer sur l'impact positif de leurs activités sur les producteurs locaux, dans le cadre du suivi de leur RSE.

« Le TEC de 5% sur le lait en poudre en vrac se justifie car il ne concurrence pas le lait liquide local »



≠

TEC +20%



Faux: De plus en plus de laiteries européennes contourne le TEC de 20% prévu pour les sachet individuels et les boites familiales de lait en poudre, en créant des joint-venture en AO pour importer leur poudre en vrac à un TEC de 5%, avant de l'ensacher sur place et de la vendre à grand renfort de publicité pour son impact nutritionnel

« Les OP/ONG préfèrent les mini laiteries aux centres de collecte pour des raisons idéologiques »

- Déclaration de Copenhague (mars 2015)

<https://www.dropbox.com/s/ujnyc6gelsljhip/Copenhagen%20Declaration%20-%2019%20March%202015.pdf?dl=0>

- Communiqué d'Abuja (novembre 2016)

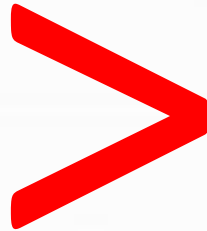
<https://www.dropbox.com/s/p8qfbasqsdiaev/Final%20one%20page%20summary%20-%20Abuja%20Roundtable%20-%20English%20and%20French%20-%202%263%20November%202016.pdf?dl=0>

- Note de politique du RBM/ECOWAP+10(novembre 2015)

<https://www.dropbox.com/s/ujnyc6gelsljhip/Copenhagen%20Declaration%20-%2019%20March%202015.pdf?dl=0>

Faux: De plus en plus d' OP/ONG soutiennent le modèle de la collecte car il permet de collecter de plus gros volumes même si les producteurs doivent accepter de partager la valeur ajoutée

«Les politiques ont pour seul souci de ne pas revivre les émeutes de la faim quitte à sacrifier la production locale»



Faux: La CEDEAO vient de lancer une Offensive Lait Local et a demandé au Réseau Billital Maroobé (RBM) d'accompagner le processus de formulation

V La principale limite du modèle

Une couverture insuffisante des besoins en SPAI pour approvisionner en lait local les principales capitales d'Afrique de l'Ouest



VI Positionnement du RBM



- La production laitière n'est pas incompatible avec les besoins de mobilité des troupeaux sahéliens pastoraux
- L'accès à l'aliment bétail à un coût compétitif est essentiel pour un investissement durable des éleveurs dans la production laitière
- La structuration, la sensibilisation et la formation des producteurs est un élément déterminant pour améliorer la qualité du lait
- Un partenariat dynamique et durable entre éleveurs et industriels limitant les ventes de lait cru est possible grâce à la contractualisation
- Des stratégies commerciales bien réfléchies (autour de quels produits, quels marchés, quels prix, et quelles périodes) sont indispensables pour permettre aux centres de collecte d'augmenter leurs parts de marchés.
- Des innovations dans la production de fourrage et de SPAI sont nécessaires si l'on veut lisser la production sur toute l'année et gagner la fidélité des consommateurs
- La viabilité technique et la professionnalisation de la gestion des initiatives portées par les producteurs sont fondamentales pour consolider les acquis

En conclusion



« Le RBM est convaincu qu' il n' est pas réaliste et stratégique d' opposer les systèmes de production pastoraux et les fermes intensives, d' une part, et le lait local et le lait en poudre, d' autre part. Il s' agira de mettre l' accent sur un plaidoyer en direction des Etats et des PTF pour l' émergence de véritables politiques qui soutiennent « l' offensive lait local » de la CEDEAO. Cette initiative régionale devra mettre l' accent sur la réalisation d' investissements structurants d' aval en amont pour développer la production et la collecte du lait local dans les systèmes agro pastoraux et des mesures fiscales attirant le secteur privé à travailler en partenariats mutuellement bénéfiques avec les producteurs. Ces engagements politiques doivent être accompagnés de la révision progressive des mesures de régulation des importations de la poudre de lait afin de réduire de manière significative, à terme, la place de ce produit dans les filières laits. » (Capitalisation Milky Way, 2016)